



## LA LETTRE DU GROUPE CGT AU CESER NA

## PLÉNIÈRE

des 15 & 16 décembre 2025

***" Tant qu'ils ne sont pas fin prêts, les despotes qui préparent la guerre n'ont que le mot de paix à la bouche." Stephan Zweig***

L'humanité serait-elle au carrefour de ses choix ?

Si la situation internationale est marquée par des conflits sur l'ensemble des continents, par des tensions géopolitiques pour s'approprier les ressources de la planète, par des dirigeants des grandes puissances obnubilés par la conquête de territoires, tout cela ne doit pas masquer la montée des extrêmes droites et un système capitaliste qui se maintient quoi qu'il en coûte.

Les choix budgétaires faits par le Gouvernement français, en sont le parfait exemple. Il a opté pour un plan d'austérité avec des coupes drastiques qui fragilisent encore plus nos services publics, le bien commun pour ceux qui n'ont rien ; qui entraîne une régression des investissements productifs déjà en berne ; qui impacte directement nos régions et leurs marges de manœuvre pour mener à bien des politiques de développement économique et de progrès social.

Ces choix compromettent fortement des dynamiques dans des domaines aussi variés que la recherche, la culture, l'industrie, le tourisme, la transition énergétique, l'agriculture.

La Nouvelle-Aquitaine qui a déjà subi des coupes budgétaires voit, sur son territoire, les effets délétères de la désindustrialisation avec des licenciements qui se poursuivent et appauvrissent encore davantage les travailleurs mais aussi les retraités et les jeunes.

Cette érosion du tissu économique est d'autant plus inquiétante qu'elle intervient à la veille des élections municipales, période où les enjeux de politique interne sont particulièrement sensibles.

Le risque est grand de voir se fissurer notre démocratie face à des discours toujours plus va-t'en guerre, toujours plus remplis de mépris contre une classe politique soi-disant "corrompues", toujours plus vif envers une "élite" toute dévouée à la mondialisation.

Il est urgent de rappeler que les choix budgétaires ne sont pas uniquement des questions techniques ou des dépenses qu'il faudrait réduire pour retrouver un équilibre sur le papier. Ils reflètent avant tout des choix de société.

Que voulons-nous pour demain ?

Garantir la sécurité de l'Europe ne doit pas se faire au détriment d'une politique de solidarité envers les plus vulnérables ni aux dépens du progrès social.

Il est temps de repenser notre modèle économique et mettre l'humain au cœur de ses priorités.

La CGT dénonce haut et fort tous les méfaits du capitalisme qui porte en lui les germes de la guerre.

La CGT revendique l'unité des travailleurs, l'internationalisme et la coopération des peuples bien loin de tous ces esprits belliqueux et remplis de haine pour l'étranger.

Le Groupe CGT au CESER NA portera, à chaque fois que cela sera nécessaire, les valeurs universelles de paix, de fraternité, d'égalité, de justice sociale.



Gisèle  
BOURCIER  
(24)

**Commissions 4 C  
Rapporteuse de  
Commission**

ÉDITORIAL



# SOMM

## PLÉNIÈRE DES 15 & 16 décembre 2025

" GAGNER L'ÉGALITÉ "

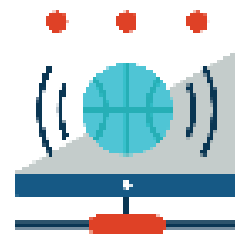
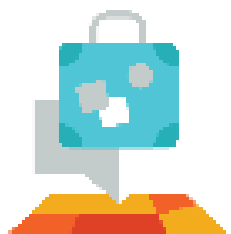
" BP 2026 "

" CAP VERS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR "

" RÈGLEMENT D'INTERVENTION RÉGIONAL EN FAVEUR DES MANIFESTATIONS CULTURELLES "

" CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2026-2028 AGENCE DE L'ALIMENTATION NOUVELLE-AQUITAINE "

" NOUVELLE-AQUITAINE : CHOISIR UNE INDUSTRIE DURABLE "



## " Gagner l'égalité "



Dans le cadre de la séance plénière des 15 et 16 décembre 2025, la délégation de la CGT souhaite rappeler l'importance fondamentale de l'égalité entre les femmes et les hommes, enjeu structurant de la société et pilier de la démocratie sociale.

À l'occasion de la présentation du rapport « Réaliser l'Égalité en Nouvelle-Aquitaine 2018-2027 : Bilan 2024 », il apparaît essentiel de mesurer les avancées réalisées, tout en réaffirmant la nécessité de poursuivre, d'amplifier les efforts engagés.

L'avis du CESER s'inscrit dans cette dynamique en soulignant la responsabilité collective face aux inégalités persistantes et à l'émergence de nouveaux défis sociétaux. Il s'agit de réaffirmer l'engagement de toutes et tous pour faire de l'égalité une réalité concrète dans l'ensemble des politiques publiques régionales, tout en restant vigilant face aux tentatives de recul ou de remise en cause des droits acquis.

## " BP 2026 "

- Déclaration -

Lors de sa réunion plénière des 15 et 16 décembre 2025, Le CESER Nouvelle-Aquitaine a examiné l'avis consacré au Budget Primitif pour 2026.

Hélas sans surprise, le budget primitif proposé par le conseil régional porte lui aussi les stigmates de la doxa qui sévit dans tout le pays et condamne ces habitant-e-s à subir l'austérité au niveau national comme territorial. Au final, c'est bien une logique comptable qui s'impose même si le désengagement de l'Etat, voire le manquement à sa parole, rendent très compliqués les arbitrages politiques des élus territoriaux, et singulièrement des élus régionaux. Mais l'exemple des transports ferroviaires ou de la culture et de l'insuffisance des moyens qui y sont consacrés démontrent des choix très inquiétants pour l'avenir même des politiques de transport ou culturelles. Des lignes ferroviaires sont menacées de fermeture faute d'engagement du financement des travaux d'urgence.

La CGT, dans son intervention, a fait la proposition de mettre son violentomètre à disposition de l'ensemble des membres de l'assemblée.

[Lire la déclaration CGT](#)  
[Lire l'Avis](#)



Marie-Laurence  
BERTRAND  
(64)

**Commission 2A**



Anne  
AZOULAY-FRAVEL  
(79)

**Commissions 5 D**

Quand au secteur de la culture, c'est l'existence même de certaines agences ou de politiques culturelles, notamment éducatives qui sont menacées.

L'avis CGT exprimant cette appréciation et les inquiétudes qui l'accompagnent, la CGT l'a voté.

[Lire la déclaration CGT](#)  
[Lire l'Avis](#)



David  
PLAGES  
(33)

**Commissions 2 D**



Philippe  
GORY  
(23)

**Commissions 3**

## " Cap vers l'enseignement supérieur "



### « CAP vers l'enseignement supérieur : la voix des jeunes comme boussole ».

Le rapport d'auto-saisine de la commission 1 (Éducation, formation et emploi) du CESER, validé en séance plénière le 15 décembre 2025, s'appuie sur des auditions d'acteurs régionaux, un sondage auprès de 3 000 lycéens de Nouvelle-Aquitaine et deux focus groups du Conseil Régional des Jeunes (CRJ). Cette dernière créée par le conseil régional doit notamment permettre à ces derniers-ères, de s'exercer à la citoyenneté et de participer à la construction de politiques publiques régionales.

Il met en évidence un paradoxe : malgré un taux de réussite au baccalauréat supérieur ou égal à la moyenne nationale (2022-2024), la poursuite d'études supérieures en Nouvelle-Aquitaine demeure inférieure à la moyenne nationale.

Il s'est donc agi d'analyser et de comprendre les mécanismes qui freinent ou empêchent la poursuite d'études des néo-bacheliers NA, à partir d'une approche systémique qui « met en lumière les interdépendances entre politiques éducatives, sociales, économiques et territoriales... en identifiant les freins structurels, en valorisant les initiatives locales permettant de les dépasser et en proposant des leviers d'action concrets pour renforcer l'équité d'accès. »

Force est de constater, que les constats enregistrés, rejoignent pour partie ceux que la CGT fait depuis plusieurs années et

qu'elle n'a pas manqué de rappeler dans sa déclaration en plénière :

Les difficultés d'accès à l'enseignement supérieur en Nouvelle-Aquitaine tiennent principalement à des facteurs sociaux et territoriaux, dont le manque de logements abordables, une offre géographiquement concentrée et des transports inadaptés. Ce sont autant de facteurs qui ne jouent pas en faveur de l'accès des jeunes bacheliers néo-aquitains à l'enseignement supérieur.

À cela s'ajoutent un manque de concertation entre l'État et la Région, ainsi qu'une orientation insuffisamment financée, empêchant les élèves d'être bien informés pour leur choix d'études. Mais aussi, l'absence de concertation réelle entre l'Etat, notamment via l'Education nationale et la Région,

Enfin, le coût élevé des formations privées et la précarité des familles exposent les jeunes au risque d'endettement, tandis que l'offre publique peine à évoluer faute de moyens adaptés

Enfin, le coût des études, aggravé par le développement de formations privées onéreuses, constitue un obstacle majeur. L'offre publique, quant à elle, fait face à des difficultés financières et à une capacité limitée à évoluer du fait notamment d'une non-compensation de l'Etat de certains coûts (augmentation de la masse salariale par exemple) et d'une difficulté à renouveler ou développer son offre de formation. La CGT dénonce depuis longtemps le fait que de nombreux jeunes soient obligés de travailler en parallèle de leurs études, alors même qu'au-delà de 15 heures de travail par semaine, la réussite aux examens est fortement mise en péril.

La CGT réaffirme la nécessité d'un service public national de l'éducation (à l'inverse de la direction du conseil régional), garantissant gratuité, égalité d'accès et prise en compte des spécificités sociales et territoriales. L'apprentissage doit compléter, et non concurrencer, la voie scolaire et universitaire.

Cela implique des moyens financiers et humains accrus. Si l'histoire ne semble pas aller dans ce sens, elle n'est pas écrite une fois pour toute.

La CGT a voté l'adoption du rapport.

[Lire la déclaration CGT](#)

[Lire le rapport Cap vers l'enseignement supérieur](#)



Béatrice  
PORET  
(33)

Commissions 1 B



Jean-Philippe  
JUN  
(86)

Commissions 1 B

## " Règlement d'intervention régional en faveur des manifestations culturelles "

Lors de l'examen de la contribution du CESER NA s'agissant du Règlement d'intervention régional en faveur des manifestations culturelles, la CGT a fait part de sa très grande inquiétude s'agissant des choix faits par le Conseil Régional en matière culturelle. La CGT a rappelé la place centrale qu'occupe la culture, les politiques culturelles et les travailleur.euse.s de la culture dans la société de progrès social pour laquelle elle se bat. La culture ne peut être la variable d'ajustement de budgets contraints par une logique austéritaire.

Au-delà du signal négatif envoyé aux habitant.e.s de la région, c'est tout un secteur qui est menacé voir condamné à l'instar de l'agence A, ou encore du théâtre de la lucarne. Mais derrière ces décisions brutales, il y a des femmes et des hommes qui se retrouvent fragilisés.e.s.

La CGT a aussi dénoncé les conditions dans lesquelles le COREPS a été mis de côté et n'a pas été informé ; le dialogue social ne peut pas être un simple slogan.

La CGT a rappelé que la culture est un marqueur social et sociétal : investir dans la culture est une richesse et un choix de société !

[Lire la déclaration CGT](#)

[Lire la contribution](#)



Jérôme  
CASSAING  
(64)  
**Commission 4B**

## " Convention d'Objectifs et de Moyens 2026-2028 Agence de l'Alimentation Nouvelle-Aquitaine "

La déclaration sur la convention objectifs moyens 2026-2028 entre le Conseil Régional et l'Agence de l'alimentation a permis à la CGT de soulever les enjeux liés à l'accès à une alimentation saine pour toutes et tous.

Tout d'abord, la CGT rappelle à chaque renouvellement de convention, comme c'est le cas ici avec l'ANA, qu'il est inacceptable de ne pas avoir, à minima, un bilan des actions menées lors de la précédente convention.

Ensuite, pour la CGT, il est impératif que les enjeux de santé publique soient intégrés dans les objectifs de cette agence, notamment avec le Nutriscore obligatoire, et que cette politique se prolonge dans les écoles en garantissant une alimentation saine pour nos enfants.

Mais surtout, la CGT met en évidence le corollaire indispensable à cette politique de l'offre, sans lequel, celle-ci ne peut qu'échouer : garantir le droit à l'alimentation sur son territoire, dans un contexte où la pauvreté ne cesse de s'accroître. Des initiatives territoriales à très petite échelle ont le mérite d'exister (sécurité sociale de l'alimentation), mais une solution durable et pérenne passe par une redistribution des richesses produites.

Quand les derniers chiffres INSEE nous révèlent l'explosion des inégalités avec la sidérante envolée des revenus des ultrariches pendant qu'un nombre croissant de français peine, ne serait-ce qu'à se nourrir, il n'est plus acceptable de continuer ces politiques de l'offre sans se préoccuper de l'enjeu essentiel de la redistribution.

[Lire la déclaration CGT](#)

[Lire l'Avis](#)



Cécile  
SAYEZ-PAYENCET  
(33)

**Commission 4  
Section V & P**



## " Nouvelle-Aquitaine : choisir une industrie durable "



La session plénière du CESER Nouvelle-Aquitaine des 15 et 16 décembre 2025 marque un tournant dans la réflexion collective sur l'avenir industriel de la région. Face à l'urgence écologique et à la nécessité de réindustrialiser le territoire, le CESER a choisi de dépasser l'opposition traditionnelle entre écologie et industrie. Son rapport « Transition écologique et mutation industrielle : un défi gagnant pour la Nouvelle-Aquitaine » pose les bases d'une stratégie régionale ambitieuse, où la réindustrialisation ne peut se concevoir qu'en intégrant pleinement les enjeux environnementaux et sociaux.

Même si ce rapport souligne que la Nouvelle-Aquitaine dispose d'atouts majeurs : un tissu industriel diversifié, des compétences reconnues, et un potentiel élevé de production d'électricité décarbonée, il met aussi en garde contre les fragilités du territoire.

La CGT dans sa déclaration a bien rappelé ses exigences pour éviter l'effondrement de la biodiversité, pression sur les ressources en eau, rareté du foncier industriel et la concurrence accrue sur les matières premières. Dans ce contexte, la réindustrialisation ne peut être un simple retour au passé : elle doit s'inventer dans le respect des limites du vivant et au service d'un développement humain durable avec des industries sobres et innovantes.

La déclaration lors de cette plénière, s'inscrit pleinement dans cette dynamique. Elle rappelle que les aides publiques aux entreprises doivent être conditionnées à des critères sociaux et environnementaux (éco-socio-conditionnalités), et que la parole des salariés et de leurs représentants doit être prise en compte dans la définition des politiques industrielles.

Pour la CGT, il est impératif de choisir des productions utiles, respectueuses de l'environnement, et de garantir un cadre protecteur pour les petites entreprises du territoire. C'est à ces conditions que l'industrie pourra redevenir un moteur de progrès social et écologique pour la région.

[Lire la déclaration CGT](#)  
[Lire le Rapport transition éco et mutation industrielle](#)



Paul Hervé  
ROUSSEAU  
(16)  
**Commissions 3 A**



Hervé  
PINEAUD  
(19)  
Président  
de la commission  
Environnement



[www.cgt-na.fr](http://www.cgt-na.fr)

**Comité régional CGT Nouvelle-Aquitaine**

Bourse du Travail  
44 Cours Aristide Briand - CS 61653 - 33075 Bordeaux cedex  
[communication@cgt-na.fr](mailto:communication@cgt-na.fr)